



5 janvier 2018

Ministère de l'Intérieur

À l'attention de Monsieur le Ministre

Dan Kersch

19, rue Beaumont

L-1229 Luxembourg

Monsieur le Ministre.

1) Dans sa séance du 11.12.2017, le conseil communal de Sanem a rejeté, avec 13 voix contre 4 (les deux conseillers de déi Lénk et les deux conseillers de déi gréng) la motion annexée demandant une composition proportionnelle des commissions communales. Dans sa séance du 15 décembre 2017, le même conseil communal a adopté la composition définitive des dites commissions.

Pourtant la loi communale prévoit dans son article 15, al. 2 : « Dans les communes qui votent d'après le système de la représentation proportionnelle chaque groupement de candidats est représenté dans les commissions communales **en fonction du nombre de ses élus au conseil.** » ;

Le règlement d'ordre intérieur du conseil communal de la commune de Sanem, qui reprend cette disposition, la complète en prévoyant en outre en son article 25 (4) : « Chaque groupement politique représenté au conseil est d'office représenté dans chaque commission consultative. »

La composition actuelle des 10 commissions consultatives (Bâtisses, Circulation, Culture, Égalité des Chances, Environnement, Finances, Jeunes, Scolaire, Seniors, Sports), devant être composées selon la représentation des listes au conseil communal, est la suivante :

LSAP : $10 \times 5 = 50$ membres

CSV : $10 \times 3 = 30$ membres

déi Lénk : $10 \times 1 = 10$ membres

déi gréng : $10 \times 1 = 10$ membres

DP : $10 \times 1 = 10$ membres

Total : 110 sièges, 11 sièges par commission.

En partant du nombre choisi de 11 sièges par commission (choix qui n'est en soi pas contesté), le nombre des membres de ces partis, réparti sur l'ensemble des 10 commissions suivant le critère légal (fixation du nombre de sièges en fonction du nombre des élus au conseil communal), devrait être le suivant:

LSAP : $110 \times 7/17 = 45,3$ (45 sièges)

CSV : $110 \times 5/17 = 32,35$ (32 sièges)

déi Lénk : $110 \times 2/17 = 12,94$ (13 sièges)

déi gréng : $110 \times 2/17 = 12,94$ (13 sièges)

DP : $110 \times 1/17 = 6,7$ (7 sièges = 10 sièges selon le règlement du CC)

Total : 113 sièges en tenant compte de la représentation du DP dans chaque commission.

Deux remarques s'imposent à cet égard :

- La composition actuelle favorise largement le parti du bourgmestre (+ 5 sièges) au détriment des partis déi Lénk (-3 sièges) et déi gréng (- 3 sièges) et même du partenaire de coalition CSV (- 2 sièges).

- Une composition conforme à la loi laisserait une majorité confortable aux représentant(e)s de la coalition (77 sièges sur 113), conformément à leur représentation réelle.

Ce raisonnement n'est pas invalidé par le fait que les 5 partis en question se voient attribuer chacun un(e) suppléant(e) dans chaque commission, car ces membres sont appelés à remplacer des membres absents, auquel cas uniquement leur voix compte (et ils reçoivent un jeton de présence).

Nous vous prions donc principalement d'annuler, et subsidiairement de suspendre comme contraire à la loi, selon les articles 103, respectivement 104 de la loi communale amendée du 13 décembre 1988, 1) la décision du conseil communal du 11 décembre 2017 rejetant la motion revendiquant l'application de la loi et 2) la décision du conseil communal du 15 décembre 2017 fixant définitivement la composition des commissions consultatives.

2) Lors de la séance du conseil communal du 15 décembre 2017 a également été votée la composition d'une « commission de la restauration scolaire ». Bien qu'étant représentés dans cette commission en tant que parti représentant l'opposition (la majorité étant également représentée par un représentant), nous nous demandons s'il ne s'agit pas ici d'une commission consultative non prévue par une loi et tombant donc sous la disposition générale de l'article 15, al. 3 de la loi communale.

Nous vous prions de vérifier la légalité de la composition de cette commission.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.



Myriam Cecchetti

Conseillère communale



Jos Piscitelli

Conseiller communal



Serge Urbany

déi Lénk Gemeng Suessem

Annexes :

- 1) Règlement d'ordre intérieur du conseil communal du 15 juin 1998
- 2) Motion présentée lors de la séance du Conseil Communal de Sanem du 11.12.2017
- 3) Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem du 11.12.2017
- 4) Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem du 15.12.2017